

-68-287-94

RWANDA

L'uniforme humanitaire mal taillé des soldats de la force Turquoise

Dans la zone de sécurité au sud du Rwanda, les Français sont à mi-mandat. D'abord critiquée, leur présence s'est faite essentielle à mesure que les ex-dirigeants fuyaient. Leur mission dépassant parfois le cadre défini à Paris.

Le vice-président et ministre de la Défense rwandais, le général Paul Kagamé, a lancé hier à Kigali un nouvel appel au retour de tous les Rwandais réfugiés à l'étranger. Plus de 30 000 réfugiés ont regagné leur pays depuis Goma (Zaire) ces deux derniers jours. Mais nombre d'entre eux souffrent de choléra, a-t-on indiqué de source proche de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar). L'épidémie se répand également dans la zone humanitaire française.

Cyangugu, envoyée spéciale

Dans le creux de collines rondes, 6 000 Tutsis se terrent les uns contre les autres. Tout autour, depuis le début de la journée, plus de 700 miliciens en armes de la région de Cyangugu encerclent leur dernier retranchement, à Nyarushishi. Nous sommes le 23 juin. La nouvelle vient d'être lâchée dans cette région du sud-ouest du Rwanda: les militaires français vont déployer l'opération Turquoise le lendemain même. Youssouf, chef de la bande, compte régler le problème tutsi avant leur arrivée. Il a fourbi un «plan imparable». Les hommes en armes n'attendent plus que lui pour donner la charge. Les heures tournent. La nuit approche. Youssouf n'est toujours pas là. Par hasard, les militaires français débarquent avec quelques heures d'avance. Ils arrêtent un des miliciens, toujours en embuscade. L'homme ne renâche

pas pour raconter le plan, tant il le trouve astucieux: «Nous avions décidé de tuer tous les Tutsis et de prendre leur place. Les Français n'y auraient vu que du feu.» Youssouf n'est arrivé qu'alors. Hors de lui, il a expliqué avoir crevé deux fois en route.

Pendant trois jours encore, des miliciens ont tenté de faire incursion dans le camp. «Nous sommes convaincus que les ordres venaient de très haut», raconte un officier français. Visiblement, les autorités locales, alors aux mains du gouvernement transitoire, voulaient faire de la provocation et tester notre dispositif. A la base de Cyangugu, deux compagnies françaises ont vécu les Forces armées rwandaises (FAR, l'armée de l'ancien régime) triomphantes, leur déhâcle, et attendent la mise en place de l'Etat FPR (Front patriotique rwandais). Ils sont aujourd'hui à mi-mandat: la force Turquoise, arrivée le 24 juin, devrait quitter le Rwanda le 21 août au plus tard. «En fait, je crois que depuis le début de cette mission, nous allons de malentendu en malentendu», explique un officier. L'opinion publique, les politiques, les Tutsis, les Hutus nous ont tour à tour fait endosser des rôles qui n'étaient pas les nôtres. Et nous nous retrouvons avec un investissement affectif tout à fait imprévu.

Dès l'arrivée de la force Turquoise, le FPR annonce qu'il ne reconnaît pas la zone humanitaire de sûreté et ne compte pas interrompre son avancée. Des spécialistes français de

frappe aérienne font des reconnaissances secrètes. On parle de mortier. De ligne de front. De sommations. Le colonel Thibaut, basé plus à l'ouest, à Gikongoro, déclare qu'il ouvrira le feu sur quiconque pénétrera dans la zone. Il est «rappelé». «Les Français, politiques en tête, ont alors eu l'impression qu'il y avait une dérive derrière cette opération. C'est très mal passé ici», explique le colonel Hogard, qui dirige la base de Cyangugu. Une nuit entière, 150 légionnaires fourbissent leurs armes, persuadés que 15 000 soldats des FAR vont charger le lendemain. «Mais le paradoxe de la déclaration de Thibaut est qu'elle a en revanche très bien été comprise par le FPR», reprend le colonel Hogard. L'armée du général Kagamé n'a plus parlé de repasser la ligne Turquoise. Et le dispositif jusqu'alors concentré aux frontières de la zone est redéployé à l'intérieur des terres. Les stratégies, les as de l'appui aérien, sont convertis en escadrons humanitaires.

«Ma femme m'écrivait qu'en France, les gens trouvaient notre mission floue, raconte un légionnaire. Je ne comprenais même pas ce qu'elle voulait dire. Sur nos feuilles de route était écrit qu'il fallait empêcher les massacres quelle que soit l'origine des gens. C'est clair, non? Tellement carré que c'est ce qui nous a permis de tenir quand on est passé à l'humanitaire. Depuis, je n'ai plus écrit à ma femme.» Le fossé se creuse entre une partie de l'opinion publique et la force Turquoise.



A l'arrivée des soldats de la force Turquoise le 24 juin à

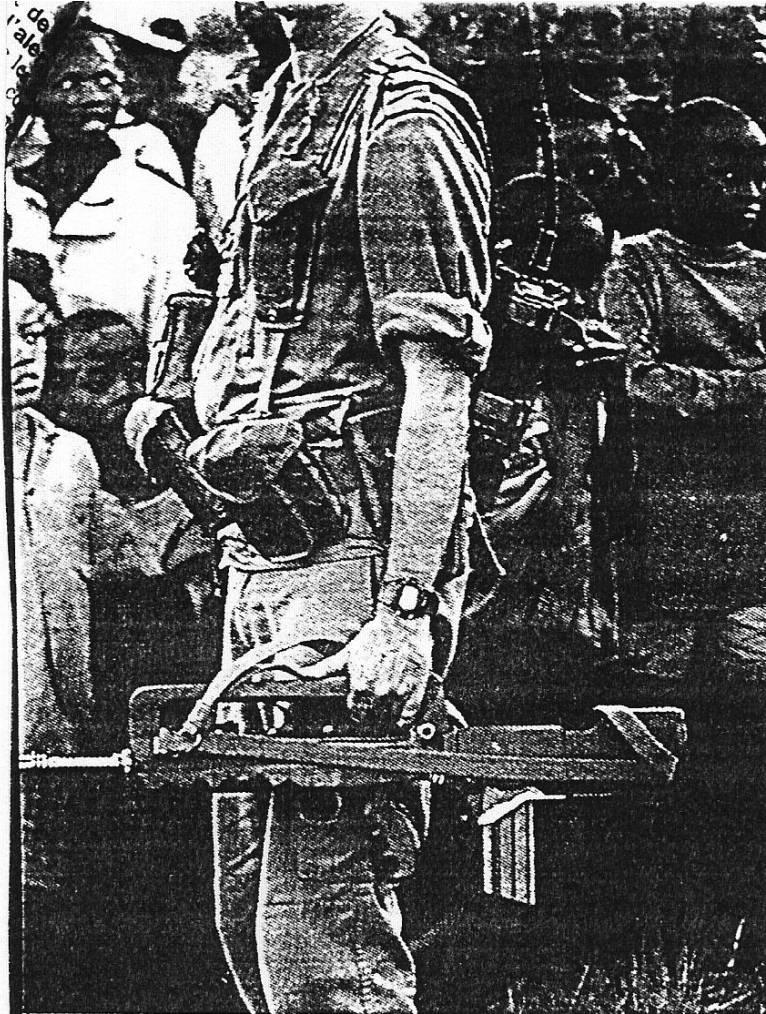
lorsque les organisations humanitaires rechignent à «travailler avec l'armée» et évoquent des «problèmes de conscience à aider les massacreurs».

Le capitaine de garde n'a pas eu d'états d'âme. Il s'exaspère qu'on divise le Rwanda entre les bons et les méchants, tonne contre la «campagne

de culpabilisation». Une fois pourtant, il s'est senti très mal. Le mari d'une Rwandaise résidant en Belgique venait de se faire assassiner sur un barrage. C'était un Hutu, proche du gouvernement intérimaire. Elle disait craindre pour son jeune fils, toujours au pays, et souhaitait le faire évacuer. Bruxelles appuyait sa demande. «Une mise à l'abri classique. Dans le village, on a retrouvé le garçon, réfugié chez son oncle dans la plus belle maison du coin. C'était visiblement les potentats locaux, qui ne couraient aucun danger. En fait, la mère voulait qu'on fasse le taxi.» Après avoir récupéré son enfant, elle souhaite liquider ses biens. Et vend sa voiture à un des assassins de son mari. «Pourquoi voulez-vous qu'on se sente impliqué dans un débat moral? Dans le camp de Nyarushishi, les miliciens de Youssouf viennent aujourd'hui vendre des produits alimentaires. Les Tutsis les achètent...»

Il y a dix jours, le gouvernement intérimaire en déroute s'est réfugié à Cyangugu. Le colonel Hogard l'a appris par hasard. «Je n'avais aucune consigne de Paris. J'ai juste appris dans l'après-midi par une dépêche AFP que le Quai d'Orsay trouvait leur présence indésirable. Alors, je suis allé les voir. C'était étrange. Pour un officier, il n'est pas très courant d'être invité chez un président.» Il y trouve un homme d'Etat qui fait le procès de la zone humanitaire sud: «En s'installant au sud, les Français ont permis au FPR de concentrer sa force de frappe sur le front du nord et de gagner la guerre.» Matériellement, il avait raison, mais ce n'était pas notre but, commente le colonel.

Florence Aubenas, Libération, 28 juillet 1994



Nyarushishi, les miliciens hutus ont tenté des incursions.

Hogard. Je lui ai répondu que sans nous, lui-même ne serait sans doute pas là et que le FPR tiendrait les rives du lac Kivu. » Le Président intérimaire accepte de se replier au Zaïre. « Je prends le chemin de l'exil, comme le général de Gaulle en juin 40 », dit-il.

Sa fuite accélère celle des plus hauts responsables de l'ex-Etat rwandais. Plus de police, plus de justice, plus de service public. Peu à peu, les soldats français s'impliquent encore davantage. La force Turquoise part en mission récupérer dans son exil un responsable de la Commission des eaux pour remettre la centrale en marche. « Nous nous sommes retrouvés à devoir nous substituer à tout, poursuit le colonel Hogard. Maintenant, les employés de la centrale des eaux nous demandent de les payer. Je les comprends. »

L'Emmir, hôpital de campagne français, est devenu à lui seul la structure médicale de la région. « Au début, nous avions surtout la bonne société rwandaise qui voulait essayer la médecine française, explique le docteur Jacques Auclair, médecin-chef. Petit à petit, tous les dispensaires ont fermé et l'hôpital public aussi. »

Aujourd'hui, devant la porte du stade de Cyangugu, où s'est installé l'Emmir, on fait la queue pour des consultations généralistes, la pédiatrie, les accouchements. Il y est d'ailleurs né une génération entière de petits « Turquoise », prénom invariablement choisi pour les nouvelles-nés: « Pacifique Turquoise », « Marie Turquoise », « Merveilleuse Turquoise », « Ange Turquoise ». Et pour les garçons, « Balladur » ou « Mitterrand ». « On se retrouve à dire aux gens, pre-

nez-vous en main, rouvrez les hôpitaux, arrêtez de fuir », reprend le docteur Jacques Auclair. Dans la cour, un légionnaire monte la garde. L'Emmir est devenu un objectif qui a déjà essuyé un tir de grenades et quelques rafales. « On m'aurait demandé de sauter sur Kigali, cela ne m'aurait pas gêné, dit-il. Mais faire de l'humanitaire, c'est en fait beaucoup plus lourd. Les gens finissent par se reposer complètement sur nous. Ce matin encore, un type me demandait si je pensais que la saison n'était pas trop dangereuse pour se marier. Cela me donne plus de cauchemars qu'une mission en brousse. »

Quand les Rwandais demandent au colonel Hogard si le FPR va venir, il leur répond qu'il va même diriger le pays. « Nous n'étions pas là pour changer le cours de l'Histoire mais on a fait en sorte que la guerre soit plus douce. » A partir de la semaine prochaine, la relève de l'ONU devrait commencer à être envisagée. « En fait, la mission Turquoise était exactement l'inverse d'un mandat strictement ONU », commente un sous-officier qui a opéré au Cambodge. « Comme Casques bleus, on nous aurait dit: tenez de maintenir le calme, surtout pas par la force, et si ce n'est pas possible, ne faites rien, reprend un pilote. C'est vrai que cela motive moins. » Mais si on le lui demandait, il resterait dans le cadre de la mission des Nations unies au Rwanda (Minuar). « Pour ne pas trahir le Rwanda. » A la fin d'une réunion l'autre jour, le colonel Hogard a dit à ses hommes: « Faites attention, ne laissez pas votre âme. »

Florence AUBENAS